

L'échelle de maturité : un outil pour évaluer et piloter les politiques locales de lutte contre les discriminations

#LCD #discriminations #évaluationdescontratsdeville
#EFH#collectivités #évaluation

✓ Plus-value et spécificités de la démarche



Le cabinet Concept RSE a développé un outil destiné à **faciliter le pilotage et l'évaluation** des politiques publiques de prévention et de lutte contre les discriminations : **L'échelle de maturité**.

L'échelle de maturité est un outil **d'auto-évaluation** :

- destiné aux collectivités
- coconstruit avec des collectivités territoriales et l'Etat en région Auvergne-Rhône-Alpes
- disponible **en ligne** et gratuit pour l'auto-évaluation
- prenant la forme **d'une grille d'une trentaine de questions** que l'on peut renseigner en moins de 30 minutes.

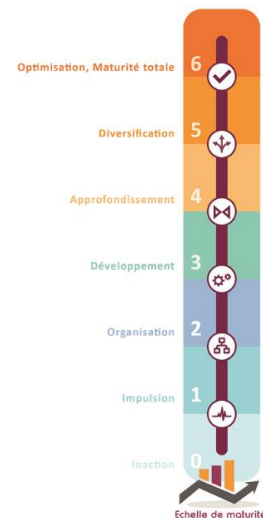
L'outil s'appuie sur **un référentiel qui interroge sept domaines d'évaluation** : l'engagement politique ; les moyens dédiés ; l'organisation ; la communication ; la mobilisation des parties prenantes ; la mobilisation du droit ; l'observation des données.

A l'issue, la collectivité obtient immédiatement le **niveau de maturité** de sa politique afin de se situer sur une échelle de 6 niveaux : inaction ; impulsion ; organisation ; développement ; approfondissement ; diversification ; optimisation (maturité totale).

Ainsi, l'outil répond à un usage double, il permet à la fois de :

- **diagnostiquer**, faire le point et l'état des lieux de l'existant
- préfigurer une **feuille de route** en mettant en lumière des perspectives de progression.

Le renseignement de la grille et/ou le partage des résultats peut également permettre **d'ouvrir le dialogue** entre techniciens, élus et partenaires. Au-delà du positionnement sur l'échelle, le renseignement de cet outil est un processus qui permet une réflexion, un échange sur les différents domaines du référentiel.



Quelle est la plus-value de cet outil dans le cadre de l'évaluation des contrats de ville ?

« Bien que cet outil ne soit pas spécifiquement dédié à la prévention de la lutte contre la discrimination dans le cadre de la Politique de la ville, il reste adapté et pertinent pour son évaluation. En effet, l'échelle de maturité peut être mobilisée sur deux axes transversaux : la lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes (sauf sur le volet violences faites aux femmes). La grille constitue un premier pas pour l'évaluation et peut constituer une base pour construire les questions évaluatives dédiées aux axes transversaux lutte contre les discriminations (LCD) et égalité femmes-hommes (EFH).

Des propositions en ce sens sont disponibles à partir de la page 5. »

IREV

CONTEXTE

La lutte contre les discriminations est une des priorités de la politique de la ville depuis plus de vingt ans. Elle a été inscrite comme un enjeu des contrats de ville signés en 2000 puis a été réaffirmée avec la volonté d'une approche transversale dans les contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) de 2007-2014. Par la suite, **la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014** réformant la politique de la ville (loi LAMY) a rendu obligatoire la prise en compte transversale de 3 priorités dont la lutte contre les discriminations aux côtés de l'égalité femmes-hommes et de la jeunesse.

L'article 1^{er} de la loi LAMY dispose que « *La politique de la ville vise à concourir à l'égalité entre les femmes et les hommes, à la politique d'intégration et à la lutte contre les discriminations dont sont victimes les habitants des quartiers défavorisés, **notamment celles liées au lieu de résidence et à l'origine réelle ou supposée*** ».

« *Cet outil d'évaluation qu'est l'échelle de maturité compense la tendance à la baisse des moyens dans le domaine : en effet, en 2014, la lutte contre les discriminations est inscrite dans les contrats de ville, une ingénierie est alors mise en place pour les collectivités. Dès 2015, le CGET apportait un soutien logistique et financier via des diagnostics, des évaluations et des formations. Mais, en 2017, cette aide a été arrêtée et les moyens alloués par les pouvoirs publics ont baissé, d'où la nécessité de proposer un outil digital pour poursuivre le travail d'évaluation et de diagnostic.* »

**Nadia HAMADACHE, Dirigeante Cabinet Concept RSE
et conceptrice de l'échelle de maturité**

METHODE

Les collectivités peuvent évaluer les avancées de leur politique de prévention et de lutte contre les discriminations en s'appuyant sur l'échelle de maturité. Au total, cet outil couvre **7 domaines** et comporte **32 questions** qualitatives avec un choix de réponse prédéterminée et unique.

➤ **Les domaines interrogés**

NB/ l'outil propose comme période de référence d'évaluation, année/mi-mandat/ fin de mandat mais cela peut s'entendre comme évaluation mi-parcours ou sur l'ensemble de la période des contrats de ville sans que cela n'affecte les résultats.

L'Echelle de maturité interroge les collectivités sur sept domaines (vous pouvez ci-dessous retrouver un exemple de questions posées pour chaque domaine) :

1. **L'engagement politique** (élus impliqués, déclaration commune...) : votre collectivité s'est-elle engagée formellement à conduire une politique publique de prévention et de lutte contre les discriminations au cours de la période auditée ?
2. Les **moyens** dédiés à la politique (humains et financiers) : un budget a-t-il été alloué spécifiquement à la mise en œuvre de la politique PLCD (hors RH)
3. **L'organisation** de cette politique publique : un plan d'actions (ou cadre d'interventions) a-t-il été formalisé (ou mis à l'œuvre) pour conduire votre politique de PLCD ?

4. La **communication – sensibilisation** : des supports d'information à l'usage des publics ont-ils été régulièrement diffusés au cours de la période auditée à vos partenaires ou dans les lieux accueillant du public ?
5. La **mobilisation des parties prenantes** (associations, institutions et acteurs privés) : la mobilisation des partenaires a-t-elle été soutenue par un appel à projets au cours de la période auditée ?
6. La **mobilisation du droit** (partenariat avec le Défenseur des Droits...) : Votre collectivité a-t-elle informé les habitant.es sur leurs droits et les possibilités de recours en cas de discrimination au cours de la période auditée ?
7. Et **l'observation des données** (étude, enquête...) : des données d'observation ont-elles été collectées par votre collectivité au cours de la période auditée ?

➤ **Un « baromètre renforcé » pour les collectivités territoriales les plus avancées**

Le barème permet à toutes les collectivités d'aller jusqu'au niveau 4. Pour celles ayant évolué jusqu'au niveau 4, le baromètre se renforce et se concentre sur le niveau de couverture de la politique conduite tant dans les champs que sur les critères. Le baromètre renforcé ne raffermir pas les exigences mais regarde le nombre de champs sur lesquels la politique est appliquée, 6 champs sont inclus :

- Emploi
- Logement
- Services publics (éducation...)
- Services privés (via des partenariats)
- Santé
- Justice

Le baromètre renforcé interroge aussi les familles de critère sur lesquelles la politique intervient :

- Critères de **genre** : Sexe – genre – orientation sexuelle
- Critères **ethno-racial** : origine ethnique – nationalité - religion – patronyme
- Critère sur la **capacité des personnes** : Handicap – santé – âge

➤ **Les résultats**

Le baromètre classe les collectivités engagées en **6 niveaux de maturité** selon un score acquis par une auto-évaluation déclarative ou par une évaluation auditée après contrôle des justificatifs. Ces niveaux sont qualifiés comme suis :

- Le niveau 0 : Les inactifs
- Le niveau 1 : Les impulseurs
- Le niveau 2 : Les structurés
- Le niveau 3 : Les développés
- Le niveau 4 : Les approfondis
- Le niveau 5 : Les diversifiés
- Le niveau 6 : Les optimums

Parmi la dizaine de collectivités engagées dans le processus, pour le moment, on ne retrouve pas de collectivités dans les niveaux 4, 5 et 6, ou au niveau 0 du classement. Les collectivités dont le résultat s'affiche sont **réparties entre les niveaux 1, 2 et 3** du classement. L'échelle de maturité n'offre pas seulement un regard centré sur son territoire, elle fournit aussi un point de vue plus global en permettant une comparaison avec les autres collectivités territoriales qui l'utilisent.

MISE EN ŒUVRE

L'utilisation de cet outil se fait en 4 étapes :

- Etape 1 : On s'inscrit en ligne sur la plateforme EgalITER
- Etape 2 : On complète le barème qui s'adapte à notre situation
- Etape 3 : On obtient son score et son niveau de maturité
- Etape 4 : On apparaît dans le classement par niveau

L'outil s'adresse à toutes les **collectivités territoriales** dont les **EPCI pilotes des contrats de ville**. Le **questionnaire s'adapte** à la collectivité selon sa taille, sa typologie et ses compétences. Récemment, l'outil a été adapté afin de pouvoir être appliqué sur les politiques conçues par un département ou une région.

Le cabinet CONCEPT RSE

Le cabinet CONCEPT RSE à l'origine de cette plateforme a été créé en 2007. Il est spécialisé dans le management des risques sociaux et sociétaux. Un terme qui englobe les situations de discriminations, les inégalités femmes-hommes, les non-recours aux droits ainsi que le harcèlement sexuel et moral. Les questions de laïcité et de cohésion sociale figurent également parmi leurs thématiques de travail.

A ce titre, le cabinet accompagne les acteurs publics dans la construction de leur stratégie de prévention des risques de décohésion sociale depuis 2007. Il a été soutenu par la DRJSCS Auvergne Rhône-Alpes dans la réalisation du référentiel. Le cabinet a également travaillé avec un groupe de collectivités rhône-alpines pour enrichir le référentiel de leurs approches et situations différentes.

Contact – informations

Nadia HAMADACHE - Dirigeante Cabinet Concept RSE
<https://egaliter.fr>
contact@conceptrse.fr ou nadia.hamadache@conceptrse.fr
09 75 65 25 58 ou 06 08 84 88 23



COMMENT ADAPTER L'OUTIL A LA DEMARCHE D'EVALUATION DES CONTRATS DES VILLES ?

Si votre collectivité souhaite évaluer les axes Egalité-femmes-hommes et Lutte contre les discriminations du contrat de ville, l'IREV a travaillé à une proposition d'adaptation de l'échelle de maturité en ce sens. Cette proposition est **une aide à la construction d'un « mini-référentiel » dédié**. Le tableau ci-dessous est décomposé comme suit :

- **domaines** : ils sont identiques à celui de l'échelle de maturité
- **questions évaluatives** proposées par l'IREV
- **sous-questionnements évaluatifs** issus de l'échelle de maturité avec des propositions d'adaptation au contexte des contrats de ville
- **une aide à la construction de critères et d'indicateurs**
- **une identification de sources possibles**

NB/ Les éléments en bleu dans le tableau sont directement issus de l'échelle de maturité

Concernant **le recueil des informations et des données**, si vous manquez de temps, il sera conseillé de privilégier des méthodes telles que la consultation et l'exploitation des documents cités avec des recherches par mots clés par exemple ainsi que les entretiens collectifs avec les services concernés, élus et partenaires...

Chaque grande question évaluative pourra ensuite donner lieu à l'identification synthétique de points forts, de limites et de pistes d'amélioration...

L'IREV dispose d'une mission d'appui des démarches territoriales de prévention des discriminations. Pour toute question ou demande d'appui, n'hésitez pas à solliciter :

Karima ELKHADIRI

Chargée de mission – IREV - Pôle Prévention des Discriminations

03 20 25 46 95

06 74 53 35 37

k.elkhadiri@irev.fr

DOMAINE : ENGAGEMENT

QUESTION EVALUATIVE POSSIBLE

→ **QUEL ENGAGEMENT POLITIQUE A LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS VECUES PAR LES HABITANTS DES QPV LORS DE LA PERIODE DU CONTRAT de VILLE ?**

Sous-questionnement possibles

Aide à la construction de critères, d'indicateurs/descripteurs

Où trouver l'information ?

Issus de l'échelle de maturité



Adaptation au contrat de ville

Votre collectivité s'est-elle engagée formellement à conduire une politique publique de prévention et de lutte contre les discriminations au cours de la période auditée ?

Ex : Un engagement politique formel a t'il été pris pour lutter contre les discriminations vécues par les habitants des QPV ?

Nombre et type d'engagement ?

- **Aucun engagement formalisé**
- **Un engagement politique formalisé**
- **Un engagement politique formalisé définissant une stratégie locale**

Avis des élus

L'engagement couvre spécifiquement quelle famille de critères :

- Critère du genre : Sexe – genre – orientation sexuelle
- Critère ethno racial : origine ethnique – nationalité -religion – patronyme
- Critère sur la capacité des personnes : Handicap – santé – âge

*Délibération ?
Signature de charte d'engagement ?...*

Article de presse ? site internet ?...

Perception des habitants et des élus ?

Votre collectivité a-t-elle communiqué sur son engagement à prévenir et lutter contre les discriminations en direction des habitant.es ?

Ex : les habitants des QPV ont-ils été informés d'un engagement formel de la collectivité à lutter contre les discriminations qu'ils subissent ?

Nombre de communications ?

- **Aucune ou une seule communication**
- **Plusieurs communications réalisées en direction des habitant.es**
- **Plusieurs communications réalisées en direction des habitant soutenues par des discours d'élus**

Visibilités et perception des habitants sur cet engagement ?

DOMAINE : MOYENS DEDIES

QUESTION EVALUATIVE POSSIBLE

→ **QUEL MOYENS DEDIES A LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS VECUES PAR LES HABITANTS DES QPV DANS LE CADRE DU CONTRAT DE VILLE ?**

Sous-questionnement		Indicateurs/descripteurs	Ou trouver l'information ?
Issus de l'échelle de maturité	 Adaptation au contrat de ville		
Quel a été le temps de travail dédié à la mise en œuvre de votre politique de prévention et de lutte contre les discriminations au cœur de la période audité ?	Ex : Quel temps de travail dédié à la LCD/l'EFH dans le service Politique de la ville ?	Le temps de travail consacrée en équivalent temps plein ? <ul style="list-style-type: none"> - Moins de 25% de temps de travail - Entre 25% et 50% de temps de travail - Au moins un équivalent 50% de temps de travail 	<i>Fiche de poste ?</i> <i>Perception/avis des professionnels ?</i>
Comment les moyens humains ont-ils évolué au cours de la période audité par rapport à la période précédente ?	Ex : Comment les moyens humains ont-ils évolué au cours de la période du contrat de ville ?	L'évolution entre le début et la fin du contrat de ville ? <ul style="list-style-type: none"> - En diminution - Constant - En hausse 	
Un budget a-t-il été alloué spécifiquement à la mise en œuvre de la politique LCD/EFH ?	Ex : Un budget consacré à la LCD/l'EFH a-t-il été sanctuarisé dans le cadre du contrat de ville ?	<ul style="list-style-type: none"> - Aucun budget spécifique alloué à la LCD/l'EFH - Un budget spécifique LCD/EFH alloué dans le cadre de la politique de la ville - Un budget spécifique LCD/EFH alloué dans et hors politique de la ville 	<i>Budget et bilan annuel du contrat de ville</i>
	Ex : Quels champs couverts par le budget LCD/EFH de la PDV ?	- Emploi /Logement/Formation/Santé/Accès aux droits...	
Quelle a été l'évolution du budget de fonctionnement la LCD/l'EFH	Ex : Quelle a été l'évolution du budget consacré à la LCD/l'EFH durant la période du contrat de ville ?	L'évolution entre le début et la fin du contrat de ville ? <ul style="list-style-type: none"> - Budget en diminution - Budget constant - Budget en hausse La part du budget PDV consacré à l'axe LCD/l'EFH dans le volume global ?	

DOMAINE : ORGANISATION

QUESTION EVALUATIVE POSSIBLE

→ QUELLE FORMALISATION ET ORGANISATION DE L'AXE LCD/L'EFH DANS LE CONTRAT DE VILLE ?

Sous-questionnement possibles		Aide à la construction d'indicateurs/descripteurs	Ou trouver l'information ?
Issus de l'échelle de maturité	Adaptation au contrat de ville		
<p>Un plan d'actions (ou cadre d'interventions) a-t-il été formalisé (ou mis à l'œuvre) pour conduire votre politique LCD/EFH ?</p>	<p>Ex : Les documents liés aux contrats de ville prennent-ils en compte la LCD/l'EFH ?</p> <p>Ex : Un plan d'actions (ou feuille de route) LCD/EFH intégrant le contrat de ville a-t-il été formalisé ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Aucune mention - Une simple mention - Mention impliquant le développement d'une stratégie <p>Les mentions couvrent/croisent spécifiquement quelle famille de critère :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Critère du genre : Sexe – genre – orientation sexuelle - Critère ethno racial : origine ethnique – nationalité -religion – patronyme - Critère sur la capacité des personnes : Handicap – santé – âge <ul style="list-style-type: none"> - Aucun plan d'actions défini - Un plan d'action défini - Un plan d'action formalisé coconstruit en partenariat avec les acteurs du territoire <p>Le plan couvre/croise quelle famille de critère :</p> <p>Critère du genre : Sexe – genre – orientation sexuelle Critère ethno racial : origine ethnique – nationalité -religion – patronyme Critère sur la capacité des personnes : Handicap – santé – âge</p>	<p><i>Le contrat de ville, les appels à projet ?</i></p> <p><i>La programmation et le bilan annuel de la PDV ?</i></p> <p><i>L'évaluation à mi-parcours ?</i></p> <p><i>Le Plan de lutte contre les discriminations annexé au contrat de ville</i></p>
<p>Les actions prévues dans votre plan d'actions ont-elles effectivement</p>	<p>Ex : Les actions prévues dans le cadre initial du contrat de ville ont-elles été réalisées ?</p>	<p>Nombre d'actions réalisées</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aucune action entièrement réalisée - Moins de la moitié des actions prévues réalisée 	

<p>réalisées au cours de la période audité ?</p>		<ul style="list-style-type: none"> - Plus de la moitié des actions prévues réalisées <p>Les actions couvraient spécifiquement quelle famille de critère :</p> <p>Critère du genre : Sexe – genre – orientation sexuelle Critère ethno racial : origine ethnique – nationalité- religion – patronyme Critère sur la capacité des personnes : Handicap – santé – âge</p>	<p><i>Ordres du jour des Comités de pilotage / comités techniques</i></p>
<p>Une gouvernance de votre politique de LCD/EFH a-t-elle été organisée au cours de la période audité ?</p>	<p>Ex : Une gouvernance spécifique (groupe de travail, commission...) a-t-elle émergée sur la LCD/l'EFH ?</p> <p>La gouvernance du contrat de ville a-t-elle permis la gouvernance de votre politique LCD/ EFH</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Aucune gouvernance organisée (ni comité de pilotage, ni comité technique) - Un comité de pilotage ou un comité technique interne organisé - Un comité de pilotage partenarial (associations, partenaires institutionnels, acteurs économiques et/ou habitants) organisé 	
<p>Votre politique de prévention et de lutte contre les discriminations a-t-elle été évaluée au cours de la période audité ?</p>	<p>Ex : L'évaluation à mi-parcours a-t-elle intégré les axes LCD /EFH ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Aucune intégration - Une intégration à l'évaluation à mi-parcours - Une évaluation à mi-parcours et une prise en compte pour la suite du contrat de ville 	

DOMAINE : COMMUNICATION – SENSIBILISATION

QUESTION EVALUATIVE POSSIBLE

→ QUELLE COMMUNICATION ET SENSIBILISATION DES HABITANTS DES QPV SUR LA THEMATIQUE LCD/EFH ?

Sous-questionnement possibles	Aide à la construction d'indicateurs/descripteurs	Ou trouver l'information ?	
Issus de l'échelle de maturité	Adaptation au contrat de ville		
Des supports d'information à l'usage des publics ont-ils été régulièrement diffusés au cours de la période auditée à vos partenaires ou dans les lieux accueillant du public ?	Ex : Des supports d'information à l'usage notamment des habitants des QPV ont-ils été régulièrement diffusés au cours de la période à vos partenaires ou dans les lieux accueillant du public ?	<ul style="list-style-type: none"> - Aucune diffusion de supports d'information réalisée - Une diffusion de supports d'information réalisée auprès des partenaires ou lieux accueillant du public - Des supports créés spécifiquement pour diffuser une information locale aux partenaires ou lieux accueillant du public 	<i>La programmation et le bilan annuel de la PDV ? le site internet ? les réseaux sociaux ?</i>
Des actions de sensibilisation ont-elles été conduites au cours de la période auditée ?	Ex : Des actions de sensibilisation ont-elles été conduites au cours de la période du contrat de ville ?	<ul style="list-style-type: none"> - Aucune action de sensibilisation - Des actions de sensibilisation en direction du public potentiellement victime OU des organisations potentiellement auteurs - Des actions de sensibilisation à la fois en direction du public potentiellement victime ET des organisations potentiellement auteurs 	<i>les comptes rendus de conseil communautaire ?</i>
	Ex : Quels types d'actions de sensibilisation LCD/EFH ont été menées durant la période du contrat de ville ?	Diffusion de supports papier (affiches, plaquettes : nombre) / Campagne en ligne : site ou réseau social ? /Evènements spécifiques : théâtre ? film ? débat ? formation ? Typologie du public : sexe, âge... professionnels/habitants Domaine couvert : logement ; santé ; éducation ; emploi et accès aux droits Les actions couvraient spécifiquement quelle famille de critère ?	<i>Bilan des formations – sensibilisations réalisées (public et organisations touchés)</i>
	Ex : Les actions proposées ont-elles permis de toucher tous les acteurs concernés ?	<ul style="list-style-type: none"> - Habitants - Partenaires - Services internes : PDV et droit commun - Elus 	

DOMAINE : MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES

QUESTION EVALUATIVE POSSIBLE

→ QUELLE COMMUNICATION ET SENSIBILISATION DES HABITANTS DES QPV SUR LA THEMATIQUE LCD/EFH ?

Sous-questionnement possibles		Aide à la construction d'indicateurs/descripteurs	Où trouver l'information ?
Issus de l'échelle de maturité	Adaptation au contrat de ville		
Un réseau d'acteurs locaux a-t-il été mobilisé au cours de la période auditée (associations, centres sociaux, institutions, services publics internes, habitant.es...)	Ex : Un réseau d'acteurs local a-t-il émergé sur la LCD/l'EFH ?	<ul style="list-style-type: none"> - Aucun réseau mobilisé - Un réseau d'acteurs locaux mobilisé - Un réseau d'acteurs locaux et d'habitant.es mobilisé - Si oui typologie et satisfaction des participants ? 	<i>Avis des partenaires</i>
Votre collectivité incite-t-elle ses partenaires à s'engager dans les démarches de LCD/EFH visant leurs propres pratiques ?	Ex : Une mention relative à la LCD/l'EFH a-t-elle été intégrée dans les appels à projet PDV ?	<ul style="list-style-type: none"> - Aucune mention intégrée - Une mention incitative intégrée - Une mention impérative intégrée - 	<i>Documents PDV (note de cadrage appels à projet)</i>
	Ex : Une formation spécifique LCD/EFH a-t-elle été proposée aux porteurs de projet PDV durant la période du contrat de ville ?	<ul style="list-style-type: none"> - Oui non - Nombre - Types de participants : cadre - non-cadre ; bénévoles ? - Champs d'intervention des participants ? 	<i>La programmation et le bilan annuel de la PDV ? le site internet ? les réseaux sociaux ? les comptes rendus de conseil communautaire ?</i>
Une formation spécifique à la LCD/l'EFH a-t-elle été organisée par votre collectivité ?	Ex : Une formation spécifique à la LCD/l'EFH a-t-elle été organisée ?	<ul style="list-style-type: none"> - Oui – non - Nombre - Services de droit commun concernés ? 	
Votre collectivité a-t-elle mis à disposition de ses partenaires des ressources sur la thématique LCD/EFH (annuaire, guides, outils pédagogiques...)	Ex : Le contrat de ville a-t-il permis de mettre à disposition de ses partenaires des ressources sur la thématique LCD/EFH (annuaire, guides, outils pédagogiques...)	<ul style="list-style-type: none"> - Aucune ressource mise à disposition - Une indication des ressources existantes sur le sujet - Une aide à l'accès direct des ressources disponibles 	<i>Site internet et réseau sociaux, affichage</i>


<p>Votre collectivité a-t-elle organisé des actions ayant favorisé l'émergence du pouvoir d'agir des habitant.es sur le sujet de la LCD/l'EFH ?</p>	<p>Ex : Les actions développées dans le cadre de l'axe LCD/EFH ont-elles permis de développer le pouvoir d'agir des habitants des QPV ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Aucune action organisée - Une (ou plusieurs) action(s) organisé(s) ayant favorisé l'émergence d'au moins un projet annuel porté par les habitant.es (ex : débat, expositions, théâtre forum...) - Une (ou plusieurs) action(s) organisé(s) ayant favorisé l'émergence de plusieurs projets annuels portés par les habitant.es (ex : débat, expositions, théâtre forum...) 	<p><i>La programmation et le bilan annuel de la PDV ?</i></p>
--	---	--	---

DOMAINE 6 : MOBILISATION DU DROIT/ACCES AUX DROITS

QUESTION EVALUATIVE POSSIBLE

→ **QUELLE COMMUNICATION ET SENSIBILISATION DES HABITANTS DES QPV SUR LA THEMATIQUE LCD/EFH ?**

Sous-questionnement possibles	Aide à la construction d'indicateurs/descripteurs	Ou trouver l'information ?	
<p>Issus de l'échelle de maturité</p>	<p align="center">Adaptation au contrat de ville</p>		
<p>Votre collectivité a-t-elle informé les habitant.es sur leurs droits et les possibilités de recours en cas de discrimination au cours de la période auditée ?</p>	<p>Ex : Le contrat de ville a-t-il permis de développer une démarche d'accompagnement d'accès aux droits en matière de LCD et EFH ?</p>	<p>Diffusion de supports d'info /</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aucune information sur les droits - Diffusion de supports d'information sur l'accès au droit - Diffusion de supports d'information sur l'accès aux droits accompagnée d'actions information 	<p><i>Site internet/réseaux sociaux/ service communication ?</i></p>
<p>Des acteurs juridiques ont-ils été intégrés dans votre démarche d'accompagnement à l'accès au droit ? (avocats, associations, défenseur des droits, conciliateurs de justice, CDAD, maison de la justice et du droit, Parquet, Inspection du travail...)</p>	<p>Si une démarche d'accompagnement s'est développée : quel niveau d'aide ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aide - Information - Relai - Conseil - Accompagnement 	<p><i>La programmation et le bilan annuel de la PDV ?</i></p>	

		Typologie des parties prenantes ? avocats, associations, défenseur des droits, conciliateurs de justice, CDAD, maison de la justice et du droit, Parquet, Inspection du travail...	<i>Avis des partenaires</i>
Un repérage et un traitement des situations de discrimination ont-ils été organisés sur votre territoire au cours de la période audité ?	Ex : Le contrat de ville a-t-il facilité la mise en œuvre de permanences dédiées sur le territoire ?	Existence de permanence ? Et avis des parties prenantes ?	
	Ex : Un repérage et un traitement des situations de discrimination ont-ils été organisés sur le territoire ?	<ul style="list-style-type: none"> - Aucun repérage des cas de discrimination/ou un repérage sans traitement - Un repérage et un traitement des cas de discrimination portés par un partenaire - Un repérage et un traitement portés par un réseau d'acteurs structuré qui enregistre, traite collectivement les situations et oriente les victimes Si oui : quelles satisfactions des participants ?	
DOMAINE : OBSERVATION DES DISCRIMINATIONS			
QUESTION EVALUATIVE POSSIBLE			
→ QUELLE OBSERVATION DES DISCRIMINATIONS VECUES PAR LES HABITANTS DES QPV ?			
Sous-questionnement possibles		Aide à la construction d'indicateurs/descripteurs	Où trouver l'information ?
Issus de l'échelle de maturité  Adaptation au contrat de ville			
Des données d'observation ont-elles été collectées par votre collectivité au cours de la période audité ? (Nombre de cas repérés, statistiques, enquête de victimation, testing...)	Ex : Le contrat de ville a-t-il permis de collecter des données ?	<ul style="list-style-type: none"> - Aucune donnée collectée - Au moins une collecte de données - Au moins deux collectes de données de typologie différentes Types d'actions menées ? Enquête de perception, testing... Quelle famille de critère ont été concernées par ces enquêtes ? Critère du genre : Sexe – genre – orientation sexuelle	<i>La programmation et le bilan annuel de la PDV ?</i> <i>Etudes ? enquêtes ? Restitution ?</i>

	<p>Ex : Le contrat de ville a-t-il permis une meilleure prise en compte du sentiment de discriminations vécues par les habitants des QPV ?</p>	<p>Critère ethno racial : origine ethnique – nationalité -religion – patronyme Critère sur la capacité des personnes : Handicap – santé – âge</p> <p>Des actions de recueils de la parole des premiers concernés</p> <p>Le recueil couvre quelle famille de critère :</p> <p>Les résultats ont-ils été partagés avec les habitants, les élus, les partenaires ?</p>	
<p>Comment les mécanismes de discrimination observés ont-ils été pris en compte par votre collectivité ?</p>	<p>Ex : Si des données ont été collectées, comment ont-elles été prises en compte ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Aucune prise en compte donnant lieu à un traitement concret - Adaptation des objectifs pour répondre aux risques repérés - Mise en œuvre d’actions correctrices et réajustement des actions PDV ? 	